Cou FRC 2062

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

RAPPORT
ET
PROJET DE RÉSOLUTION

Sur le briſement des formes, matrices et poinçons de la fabrication des Assignats.

Fait et présenté par la Commission des Finances, dans la séance du 9 Pluviôse, l'an IV.

Imprimé par ordre du Conseil.

CITOYENS-LÉGISLATEURS,

Vous avez chargé la commission des finances du travail le plus important dont vous puissiez, dans les circonstances actuelles, confier l'examen préparatoire

M+W 3971

à quelques membres de votre assemblée ; vous l'avez chargée de réunir les renseignemens nécessaires pour connoître les besoins, les dépenses de la République et les moyens qu'elle a pour y fournir.

Ces moyens sont grands, ils seront efficaces. Les assignats ont d'abord fixé son attention ; ils occuperont la première place dans l'ordre de vos ressources ; elle leur est due en reconnoissance des services qu'ils ont rendus à la révolution, par la confiance qu'ils doivent inspirer aux vrais amis de la liberté, et par l'utilité dont ils doivent être encore, non-seulement pour le service public, mais encore pour affurer la fortune de tous les membres de la grande famille.

Votre volonté est connue, vous relèverez le crédit de notre papier-monnoie ; vous le soutiendrez ; vous confondrez tous ceux qui ont osé calomnier vos intentions ; vous rassurerez les citoyens qui ont placé leur espoir dans votre attachement aux principes et dans votre persévérance.

La commission des finances a suivi l'exécution des mesures que vous aviez prescrites ; elle l'a fait avec la ponctualité, avec le zèle que l'acquit de sa mission et les détails les plus circonstanciés ont exigé. Son serment de haine à la royauté, son serment de fidélité à la Constitution, qui place la fortune publique sous la surveillance de la représentation nationale, lui en faisoit un devoir ; elle l'a rempli.

Le Corps législatif ordonna, par la loi du 2 nivôse dernier, que les assignats existans, ou à émettre en circulation, ne pourroient excéder 40 milliards, et que les planches seroient brisées dès que la fabrication relative à cette somme seroit terminée.

Cet heureux moment approche, la commission a

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

cru devoir vous l'annoncer d'avance ; elle le fait, parce que ce moyen est le plus solemnel qu'elle puisse employer pour en prévenir la nation toute entière. Vous pouvez aujourd'hui fixer le jour auquel le brisement que vous avez ordonné sera exécuté ; vous allez en même temps acquérir et publier la preuve de l'accomplissement rigoureux de tout ce que les circonstances et votre exactitude commandoient.

Le premier soin de la commission des finances a été de vérifier et de constater quelle étoit la somme en assignats existante à l'époque du 2 nivôse. Son premier devoir a été de prendre les précautions les plus sûres pour que, sous aucun prétexte, il n'en fût fabriqué, même pour 10 sols, de plus que vous ne l'avez déterminé. Elle a fait davantage, elle a voulu se convaincre que les mesures étoient prises pour que les rentrées effectuées, à compter de la même époque du 2 nivôse, et destinées au brûlement, vinssent en diminution de la somme totale par vous invariablement arrêtée : elle a vu comprendre dans les 40 milliards toutes les valeurs actives qui étoient dans les caisses ou qui restoient encore à fabriquer. Telle a été la rigueur de ses calculs, qu'elle est autorisée à dire à chaque citoyen qui voudroit connoître la situation de la fortune publique en assignats : « Comptez sur 40 » milliards à l'époque du 2 nivôse de l'an 4 ; retranchez tout ce qui a été annullé, à partir de ce jour, » vous connoîtrez la somme entière du signe circulant. » Evaluez ensuite, en déduction de cette même » somme, ce que la sagesse conseille de garder en » réserve, ce qui doit rentrer sur l'immense arriéré » des contributions et sur les perceptions courantes, » vous saurez quelle est la somme en circulation. » Prenez pour certain qu'à l'époque du 2 nivôse la

» masse existante en circulation, dans les caisses publi-
» ques ou à la fabrication, n'a pas excédé 40 milliards :
» calculez, qu'à compter de ce jour, elle a été en
» décroissant ; et considérez que cette diminution est
» importante, car elle se compose en premier article
» de généralement tout ce qui est rentré jusqu'aujour-
» d'hui par la voie salutaire de l'emprunt forcé. »

Telle étoit, législateurs, l'évidence et la simplicité à laquelle vous desiriez qu'on réduisît les calculs. Que pourront actuellement les alarmes, les soupçons semés dans le public? ils seront inutiles. Les efforts employés pour empêcher l'établissement de la République ont été impuissans. Si l'on ose répéter qu'il existe 50, 60 milliards d'assignats en circulation ; si l'on publie dans l'enceinte de la commune où vous siégez, comme on l'a fait par-delà les frontières, que toutes les proportions ont été forcées, que toutes les fabrications ont été doublées, montrez votre résolution du 2 nivôse, montrez les états dont la commission va vous proposer d'ordonner la publicité, et donnez le gage de votre foi et de votre loyauté pour en garantir la fidélité.

Une circonstance qui prouve combien les bruits répandus à cet égard étoient dénués de fondement, une circonstance qui nous met à portée de prévenir d'avance les départemens, du jour solemnel auquel les formes seront brisées ; c'est que quelques vingt-quatre heures sont encore nécessaires pour achever des parties de fabrication, décrétées depuis long-temps, et qui n'avoient pu, jusqu'à ce moment, être exécutées en entier.

On auroit pu satisfaire, le 15 de ce mois, la juste impatience des citoyens ; il auroit fallu pour cela renoncer à l'avantage de pouvoir mettre en réserve, mais

tonjours comme faisant partie des 40 milliards, des assignats de petite coupure; la nécessité de les conserver, pour déjouer un jour les manœuvres de l'agiotage, qui tenteroit de pressurer les citoyens en n'en faisant paroître que de fortes dans la circulation; l'utilité de compléter les assortimens, s'il est permis de s'expliquer ainsi, mais toujours sans excéder, ni en aucun cas, ni sous aucun prétexte, les 40 milliards, afin de pouvoir maintenir la facilité de la circulation dans un temps où la diminution sensible, de telle ou telle coupure, la rendroit pénible; et par-dessus ces puissantes considérations, le desir de faire anéantir en public et en même temps généralement tous les signes caractéristiques, généralement tous les poinçons, généralement toutes les formes, généralement tous les ustensiles qui ont servi ou dû servir à la fabrication; la nécessité de les voir rapportés dans un inventaire détaillé; la nécessité d'avoir procédé à son récolement sur les états existans; l'intention aussi formelle que sincère de prévenir jusqu'à la moindre omission qui pourroit donner lieu à une interprétation maligne: toutes ces circonstances, dont vous sentirez l'importance, dont les amis de la République reconnoîtront le mérite, ont engagé la commission de vous proposer de fixer l'époque, depuis si longtemps désirée, au 30 de ce mois.

Ce sera un jour mémorable, il doit l'être pour tous les républicains; il annonce le retour de l'ordre dans les finances; il doit l'être pour vous, citoyens législateurs, puisque vous devez l'envisager sous le même rapport, et d'une manière encore plus particulière.

Les assignats ont fait la révolution, ils ont amené la destruction des ordres et des priviléges, ils ont renversé le trône et fondé la République, ils ont armé et équipé ces colonnes formidables qui ont porté l'étendart tri-

color au-delà des Alpes et des Pyrénées, qui l'ont déployé près des sources du Rhin et sur les rives de ses trois embouchures ; ils nous ont valu notre liberté ; ils l'ont rendue aux Allobroges, aux Belges, à la Hollande ; ils ont porté le vaisseau de l'État, ils doivent lui servir encore d'encre et de cable dans le port où les vagues mutinées de la mer orageuse que nous avons traversée, se ressentent encore de l'agitation qu'elles ont éprouvée.

Jugez des services qu'ils ont rendus aux succès de notre cause, par les efforts qu'ont faits nos ennemis pour en ruiner le crédit : la postérité auroit peine à se le persuader, si l'histoire n'attestoit qu'aucun forfait n'est incroyable, lorsqu'un tyran en est l'auteur. Le fils d'un roi, l'héritier éventuel d'un trône a poussé si loin la violation du droit des gens, l'oubli des devoirs les plus sacrés, qu'il s'est permis d'envoyer des assignats faux aux prisonniers de la nation, que sa famille opprime encore, et de les adresser, pour qu'ils parvinssent plus sûrement à leur destination, aux généraux de l'armée française. Peuples qui n'avez pas encore recouvré l'exercice de vos droits, appréciez ce que valent les présens de vos prétendus souverains. Et vous, républicains, conservez-en le souvenir, pour redoubler d'efforts contre les manœuvres employées dans l'intention perfide, d'avilir un signe qui a tant de droits sur votre confiance et sur votre attachement.

Il étoit sans doute difficile de faire conserver aux assignats leur premier crédit tout le temps que des exagérations affectées pouvoient lutter contre lui avec quelque succès : la chose étoit même impossible, s'il est vrai, comme l'expérience nous l'apprend, qu'un signe quelconque, les valeurs métalliques elles mêmes, perdent de leur prix, non-seulement en raison pro-

portionnelle, mais encore en raison progressive de l'augmentation de leur quantité. Mais devons-nous craindre d'être exposés au même danger, lorsque nous acquérons la certitude de la fixation du montant total de notre papier-monnoie ; lorsque nous sommes sûrs qu'il n'en existera jamais au-dessus de la quantité déterminée ; lorsque nous sommes sûrs qu'elle n'a jamais existé elle-même, puisque le décroissement a commencé auparavant que la somme totale fût fabriquée ; lorsque nous sommes sûrs enfin que cette quantité diminuera tous les jours, et lorsque nous voyons l'exactitude des comptes, garantis par un témoignage authentique et irréfragable.

Représentans du peuple, vous êtes enfin parvenus au point qui formoit le premier de vos vœux, vous pourrez le citer : mais, ne vous-y trompez pas ; il agrandit le cercle de vos devoirs, il ajoute à votre responsabilité morale.

L'ouverture d'une mine aussi facile à exploiter que celle des assignats a pu faire mettre moins de sévérité dans les dépenses qu'une sage économie pouvoit l'exiger ; elle a fait confondre la générosité, la munificence, il faut le dire, avec la prodigalité, si l'on s'en rend coupable, lorsqu'on accorde plus que la rigueur des principes ne le permet.

Qu'à compter de cet instant, il se fasse dans la partie des dépenses publiques la même révolution qui va s'opérer sur les assignats ; retranchez-en chaque jour plus d'un article, faites que votre marche soit encore plus rapide que celle que suivra le décroissement de notre papier-monnoie.

Trois grands moyens restent à la France pour que

la révolution atteigne le but que le peuple s'est proposé ; l'ordre, l'économie et la confiance.

L'ordre doit être rétabli et maintenu par vous, Citoyens-Législateurs ; comme représentans du peuple, vous devez porter la réforme sur tous les abus, retrancher tout ce qui n'est pas nécessaire. Un homme trop célèbre s'écria, lorsqu'il connut la situation des finance de l'ancien régime : *Heureux déficit, il changera la face de la France* ! Citoyens, ce qui fut alors un bonheur pour la nation, seroit aujourd'hui sa perte.

L'économie doit vous seconder ; je veux parler dans ce moment de celle qui doit être observée par les citoyens eux-mêmes, de celle qui doit leur faire desirer la diminution des dépenses publiques, la réduction des places salariées, la réduction des salaires eux-mêmes : mais je veux parler d'une manière plus particulière de l'économie que chacun d'eux doit porter jusque dans l'intérieur de sa famille. Ce principe de prospérité publique, vrai chez toutes les nations, l'est encore davantage chez celles qui ont le bonheur d'être constituées en républiques. Là, le bien général étant le patrimonie de chacun ; là, le bien-être de chaque citoyen y formant la masse du bonheur commun, il est de l'utilité, il est du devoir de tous, de pratiquer les vertus qui sont la base du gouvernement, la vraie garantie de la liberté, l'économie. L'envoyé du duc d'Albe reconnut qu'il ne mettroit plus les Bataves sous le joug de son maître, lorsqu'il vit leurs députés arriver sur un simple esquif, avec un pain et un peu de fromage pour tout approvisionnement.

Si les citoyens de toute la République étoient réunis dans cette enceinte, votre premier devoir, vous qui êtes leurs représentans, seroit de leur déclarer que le

service le plus important qu'ils puissent rendre à la patrie, est de se livrer à la pratique des obligations que l'économie leur impose.

Voici, pourriez-vous leur dire, le moment auquel vous allez enfin jouir du fruit de vos nombreux sacrifices : la République existe ; son gouvernement acquiert la consistance qu'il doit avoir pour vous protéger dans l'intérieur et vous faire respecter au dehors. La sainte égalité, établie parmi vous, offre les récompenses les plus précieuses aux talens et aux vertus ; elle ne veut pas reconnoître d'autres titres ; le temps des privilèges est passé, il ne reviendra plus. Vous voyez déja vos proches, vos enfans condamnés naguère à l'obscurité, parce qu'ils n'avoient que du mérite, marcher à la tête de nos phalanges républicaines et les conduire à la victoire, ou servir utilement leur pays dans les postes les plus éminens.

Le nouvel édifice de votre bonheur n'a pu s'élever que sur les ruines des anciens abus ; leurs décombres, la poussière de leurs étaies vermoulues ont obscurci pendant quelque temps notre horizon politique ; mais il commence à s'éclaircir, déja il brille d'une clarté nouvelle.

Les passions en fermentation ont exalté tous les esprits, elles ont agité tous les membres de la société, ils ont été distraits de leurs travaux, ils ont abandonné momentanément la culture de leurs héritages, ils ont négligé leur véritable patrimoine, le travail : malheur à celui qui n'y trouve point de charmes ; rien n'égale la satisfaction du citoyen qui a bien rempli sa journée ; l'éprouve-t-il lorsqu'il l'a perdue sur les places publiques ou dans les spectacles ? en rentrant chez lui, il ne trouve qu'un vide de plus dans son cœur ; l'éprouve-t-il lors-

qu'en exagérant le prix des salaires, il ne se sert de leur excédent que pour se faire de nouveaux besoins, que pour consommer du superflu, à côté, en présence de son frère dans l'indigence et dans la misère. Non, il entraîne alors dans sa propre ruine celle de l'atelier qui lui assuroit du travail ; il tue l'industrie nationale ; il aggrave sa condition, au lieu de l'améliorer ; l'éprouve-t-il lorsqu'il reçoit du trésor public des secours qui ne lui sont pas indispensablement nécessaires, et lorsqu'il en prive ainsi ceux vis-à-vis desquels ils sont une dette nationale ?

Les ennemis de la liberté de la Grèce faisoient distribuer de l'argent aux Athéniens, lorsqu'ils se rendoient aux spectacles et aux assemblées publiques. Démosthène qui eut toujours le courage de dire la vérité à ses concitoyens, Démosthène qui vouloit qu'on vainquît le roi de Macédoine, leur demanda *s'ils trouvoient quelque bonheur à ce qu'on leur fît part des deniers du théâtre, et qu'on leur envoyât quelques morceaux de bœuf ; il leur demanda s'ils se croyoient redevables envers ceux qui donnoient au peuple ce qui lui appartenoit.* Les empereurs romains donnoient aussi des spectacles et du pain : qu'étoient devenus ces temps où Fabricius, l'un des fondateurs de la liberté de son pays, savoit vivre de lentilles et se contenter d'une assiette de bois ? hélas ! déjà sous Tibère il ne restoit pas un seul citoyen dans Rome : la République n'existoit plus.

A dieu ne plaise, citoyens, que je vienne insulter ici aux besoins de nos frères dans l'indigence et dans la détresse : c'est pour assurer les secours que la patrie leur doit que je m'élève contre les dépenses qui ruinent la fortune publique ; c'est pour que les infirmes aient leur subsistance, que je demande qu'on la fasse gagner à ceux qui le peuvent par leur travail ; c'est pour que les

vivres des armées soient assurées, que j'invoque la rigueur des lois contre ceux qui dérobent les doubles rations et les doubles fournitures ; c'est pour que nous soyons forts, libres et toujours vainqueurs, que je demande la réforme de tout ce qui n'est pas indispensable.

Français, une grande époque approche, puisqu'il est vrai que le sort des empires est lié à la situation de leurs finances : le règne des dilapidations est renversé, une complaisante facilité seroit aujourd'hui un acte coupable ; la distraction des deniers publics est un vol fait à la patrie ; le temps mal employé est aussi un vol fait à la société. Vous avez cultivé les sciences et les arts avec plus de succès qu'aucune autre nation, votre industrie est votre première richesse ; celle-là ne peut vous être enlevée ; elle doit fixer l'abondance parmi vous : relevez vos manufactures, rentrez dans vos ateliers ; vos ennemis s'applaudissoient de les voir abandonnés, parce qu'ils savoient bien qu'ils vous rendroient ainsi leurs tributaires. Cette condition à laquelle ils ont voulu vous réduire seroit une opprobre ; vous êtes republicains, vous ne devez en souffrir aucune : vous êtes républicains ; vous devez donc être les amis de votre pays et de sa prospérité, pleins de courage et de générosité, sobres et hospitaliers, économes sur-tout pour être bienfaisans : vous êtes républicains ; la fortune de l'Etat est donc sous votre sauve-garde ; soutenez-la, prenez-y garde, la vôtre y est intimément liée. Il vous suffit de le vouloir, pour y trouver les plus grandes ressources ; il vous suffit de la soutenir par la force de l'opinion ; il vous suffit de placer en elle votre confiance ; pouvez-vous desirer des motifs plus puissans pour vous engager à la lui accorder, que ceux qui vous pressent de toutes parts ?

Les assignats vous ont fait conquérir les biens dont vous allez jouir ; ils sont encore votre principe

ressource : craignez de ne le reconnoître que lorsqu'il ne sera plus temps ; ils sont votre ouvrage, leur accroissement et le résultat des immenses sacrifices qu'il a fallu faire ; ces sacrifices doivent avoir quelque prix auprès de vous. Soyons confians dans la garantie nationale, qui assure la valeur de notre signe circulant, dans le gage, dans l'hypotèque sur lesquels il repose ; ce gage est le prix du sang généreux versé dans les batailles : réunissons-nous tous de fait et d'intention pour soutenir la République, les assignats qui l'ont fondée, les assignats qui doivent encore la défendre. Que le fermier calcule qu'il leur doit la récolte de ses moissons ; que le riche pense qu'ils garantissent son droit de propriété ; que l'ouvrier les regarde et les reçoive comme le signe représentatif de la valeur de son travail. Donnons à l'Europe qui nous contemple, l'exemple d'un peuple qui ne reconnoît qu'un seul intérêt, qui ne forme qu'une seule famille : la paix viendra couronner nos succès et fixer au milieu de nous l'abondance, la concorde et la sécurité.

PROJET DE RÉSOLUTION.

Le Conseil des Cinq-Cents, considérant que la fabrication qui devoit porter les assignats existans ou à émettre en circulation à la somme de quarante milliards, d'après la loi du 2 nivôse dernier, tend à sa fin, et que les formes et matrices sont dans le cas d'être incessamment brisées ;

Considérant qu'il est aussi important que nécessaire de détruire en même temps la totalité des poinçons, signes caractéristiques et ustensiles qui ont servi à la fabrication, et qu'un inventaire préalable garantiffe l'intégrité de leur anéantissement ;

Considérant que les citoyens des différens départe-

mens doivent connoître d'avance le jour précis auquel ce brisement aura lieu, et auquel commencera en même temps le brûlement des assignats destinés à réduire déja la somme fixe et non excédée de quarante milliards, et duquel inclusivement encore, ils doivent partir, pour suivre le cours de leur retirement graduel et successif.

Déclare qu'il y a urgence.

Le Conseil, après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

ARTICLE PREMIER.

Les formes, planches et matrices, les poinçons, signes caractéristiques et ustensiles qui ont servi ou dû servir à la fabrication des assignats seront brisés, en exécution de la loi du 2 nivôse dernier, solemnellement et publiquement le 30 du présent mois de pluviôse, en présence des Commissaires de la Trésorerie nationale, et de ceux nommés par le Directoire exécutif: le procès-verbal en sera rendu public par affiche, et insertion dans le bulletin des lois.

II.

Le papier destiné à la fabrication, qui n'aura pas été employé, sera porté le même jour sous le pilon. Le procès-verbal de la refonte sera dressé par les Commissaires chargés d'en surveiller la confection, remis dans les trois jours aux archives nationales, et communiqué au Corps législatif.

III.

Les Commissaires de la Trésorerie nationale feront brûler le même jour et au même instant tous les assignats rentrés pour cette destination, qui auront pu être

comptés et vérifiés, et en diminution de la somme de 40 milliards ; ils feront connoître publiquement, et en même-temps, le montant de leur valeur ; ils annonceront quelle est la somme totale qui reste en valeurs actives.

IV.

Pareil état sera à l'avenir publié le premier et le 16 de chaque mois.

La présente résolution sera imprimée.

Délibéré à la commission des finances.

Signé, DAUCHY, DEFERMON, DUCHATEL, HOURIEZ-ÉLOI, J. FABRE, MATTHIEU, MONNOT ; D. V. RAMEL, *rapporteur*.

La résolution a été adoptée dans les mêmes termes qu'elle a été proposée.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Pluviôse, an IV.